



CONSEIL DE COMMUNAUTE VENDREDI 28 FÉVRIER 2020

L'an deux mille vingt , le vingt huit février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, FORTIN Laurence, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc

Secrétaire de séance

POUPON Julien

Excusés

BESCOND Yvon (pouvoir à PAGE Marie-Renée)
ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à TANGUY Anne)
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à PONT Annie)
MERDY Marie-Thérèse (pouvoir à GOALEC Bernard)
MOULLEC Yvan (pouvoir à COJEAN Michel)
ROUBY Solenn (pouvoir à OMNÈS Elisabeth)
RIOU Michel (pouvoir à TRMAL Marie-France)

Absents

SERGEANT André, OLLIVIER Muriel

Conseil de Communauté du 28 février 2020
Délibération n°DCC2020_060

Objet	Approbation du zonage d'assainissement des eaux usées de la Communauté
Rapporteur	Yvon BESCOND
Service	Services techniques
Thème	Assainissement

Yvon BESCOND donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Dans le respect de l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT), les communes ou EPCI doivent délimiter, dans le cadre du zonage d'assainissement eaux usées :

- le zonage d'assainissement collectif (secteurs où la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées doivent être assurés par la Communauté, compétente en la matière depuis le 1er janvier 2013),
- le zonage d'assainissement individuel (secteur où le contrôle de ces installations doit être assuré par la Communauté, compétente en la matière depuis le 1er avril 2006).

Dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), il était nécessaire pour la Communauté d'avoir un zonage à l'échelle de son territoire approuvé par l'ensemble des communes. L'étude de zonage des eaux usées confiée au bureau d'études TPAe a été élaborée en s'appuyant sur les zones urbanisées et à urbaniser du PLUi et a permis :

- de vérifier que les infrastructures de desserte et de traitement des eaux usées étaient bien en adéquation avec le développement du territoire dans les secteurs en assainissement collectif,
- de proposer une répartition sur l'ensemble du territoire entre l'assainissement collectif et non-collectif.

Le projet de zonage a été soumis à l'avis des 22 communes de la Communauté, aux personnes publiques associées, à la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) et au public lors d'une enquête publique qui s'est déroulée du 20 août au 30 septembre 2019.

Les communes et les personnes publiques associées n'ont pas émis de réserves sur le projet de zonage.

La MRAe et la commission d'enquête ont émis des avis ou conseillé des adaptations du dossier.

La MRAe, dans son avis rendu à la fois sur le PLUi et le zonage d'assainissement, a recommandé, en ce qui concerne le zonage de :

- mettre en adéquation les perspectives d'urbanisation nouvelle avec celles d'une amélioration de la gestion des eaux usées et pluviales sur le territoire de manière à assurer la compatibilité du projet avec l'atteinte des objectifs de bon état écologique des masses d'eau ;

- compléter les dossiers (de PLUi et de zonages) par une ou plusieurs synthèses cartographiques territorialisant les principaux enjeux et éléments de projet à l'échelle intercommunale (en particulier les zones d'extension de l'urbanisation) de manière à faciliter l'appréhension du projet global par le public, en vue de l'enquête publique.

La Communauté, à l'appui du bureau d'étude missionné, a souhaité apporter à son dossier les compléments nécessaires (cartographies). Le rapport a été simplifié et repris en actualisant les données à disposition.

Dans le cadre de l'enquête publique **18** observations ont été recueillies :

16 observations concernent les eaux usées

Une demande d'information sur la date d'extension du réseau d'assainissement collectif prévu au zonage,

Deux demandes de remise en cause d'un projet d'extension en assainissement collectif,

Une demande d'information sur les performances épuratoires de la future station de Ploudiry La Martyre,

Cinq demandes d'extension du réseau d'assainissement collectif non prévu au zonage,

Deux demandes relatives à des problèmes de fonctionnement entre réseau d'assainissement EU public et installation privée,

Deux observations sur des scénarios de zonage, scénario non retenu en conclusion dans l'étude de zonage des secteurs concernés,

Une demande relative à l'assainissement d'un bâtiment non répertorié,

Deux observations sur le périmètre de zonage,

2 observations concernent les eaux pluviales

■ Une observation sur la qualité de rejet des eaux pluviales,

■ Une observation sur la gestion des eaux pluviales.

La commission d'enquête, dans son rapport, a émis un avis favorable et les recommandations suivantes :

La Commission d'enquête recommande de ne plus autoriser de nouvelles constructions tant que les rejets dans le milieu naturel des communes de Hanvec, Logonna Daoulas, Loperhet, Saint Eloy et Saint Thonan ne respectent pas, en toute période, la qualité organique, chimique et bactériologique exigée par les autorisations administratives correspondantes.

La Communauté propose que les projets en zone U et 1AU soient autorisés mais qu'aucun projet d'aménagement à long terme (2AU) ne soit conduit sans que les dysfonctionnements constatés n'aient fait l'objet d'une solution adaptée et n'aient été traités.

En effet, la Communauté a, lors de l'élaboration du zonage, fait le choix de ne pas étendre les zones d'assainissement collectif déjà existantes sur les communes. Par cette stratégie, la Communauté a limité l'arrivée de nouvelles charges polluantes sur les stations d'épuration (en dehors des zones U, 1 AU et 2 AU prévues dans le PLUi au sein des périmètres de zonage existants), en attendant d'avoir résolu les problèmes d'entrée d'eaux claires parasites (permanentes ou météoriques), phénomènes hydrauliques pouvant être ponctuel et de nature à perturber le fonctionnement des stations d'épuration.

L'étude de zonage a de plus démontré que les stations d'épurations sont suffisamment dimensionnées et en capacité de recevoir des charges polluantes supplémentaires. Les dysfonctionnements aujourd'hui constatés sont d'ordre hydrauliques (eaux claires parasites) et non organiques (polluants), n'ayant pas d'impacts négatifs sur le milieu naturel.

En matière d'assainissement, elle propose les orientations suivantes (dont certaines sont déjà réalisées ou en cours de réalisation) :

1. Tout d'abord sur l'ensemble du territoire de la Communauté, un Schéma Directeur Assainissement initié par la Communauté sera finalisé en 2020. Il permettra une analyse et une priorisation des diagnostics et travaux à mener sur les réseaux d'assainissement afin de limiter les entrées d'eaux claires parasites perturbant le fonctionnement des stations d'épuration.
2. En ce qui concerne les communes ciblées par la Commission d'enquête :
 - Pour la commune de Hanvec, la mise en place d'une Zone de Rejet Végétalisée est en cours d'étude pour une mise en œuvre en 2020. Son objectif est d'éviter un déclassement du milieu récepteur.
 - Pour la commune de Loperhet (stations de Rostiviec et de Pont Ans Ilis), comme évoqué précédemment, aucun projet d'aménagement à long terme (2AU) ne sera conduit sans que la problématique des entrées d'eaux claires parasites n'ait été analysée et que des solutions aient été mises en œuvre afin de réduire cette part

d'eaux claires et assurer le respect des normes de rejet de la station. Seul le secteur classé 1 AU de Kerdreon est intégré au zonage.

- Pour la commune de Logonna-Daoulas, aucune extension du zonage d'assainissement n'a été décidée au vu de la saturation hydraulique actuelle de la station. De même, aucun projet d'aménagement à long terme (2AU) ne sera conduit sans que la problématique des entrées d'eaux claires parasites n'ait été traitée et que des solutions aient été mises en œuvre afin de réduire cette part d'eaux claires et assurer le respect des normes de rejet de la station. Une réflexion sera menée par ailleurs sur les performances de la station et son impact sur le milieu naturel.

- Pour la commune de Saint-Eloy, une étude sur la station est programmée en 2020 afin de définir les voies possibles d'amélioration des performances de cette unité.

- Pour la commune de Saint-Thonan, un objectif de répartition des débits entre les deux points de rejet a été fixé en accord avec les Service de l'Eau et de l'Assainissement du Département et la Direction Départementales des Territoires et de la Mer afin d'éviter un déclassement du milieu. Cette répartition est mise en œuvre et permet d'éviter un déclassement du milieu récepteur.

La Commission d'enquête recommande de mettre en place, compte tenu des enjeux sanitaires, les mesures d'accompagnement des personnes devant réhabiliter leurs installations d'assainissement non collectif sur les plans techniques avec l'aide du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) et financier en collaboration avec les organismes également concernés (Agence de l'eau...).

Le code de la santé publique prévoit, dans le cas de non-respect des obligations prévues à ses articles L. 1331-1 à L. 1331-7, le doublement de la redevance assainissement (collectif et non collectif).

Le SPANC de la Communauté de Communes peut appliquer cette sanction. C'est là la limite des mesures coercitives qu'elle peut exercer. C'est ensuite le pouvoir de police du Maire qui prend le relais.

La Communauté a initié, en partenariat avec la Police de l'Eau, le Département du Finistère et l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, une réunion d'information à destination des Maires, sur l'Assainissement Non collectif, avec au cœur du débat les installations non conformes présentant un danger pour la santé et/ou l'environnement (que faire ? comment agir ? quelles sanctions ? etc.).

La Communauté va rappeler également aux propriétaires que le SPANC n'est pas seulement là pour contrôler ou sanctionner. Ce service public est également là pour les accompagner et les conseiller dans leurs démarches diverses. Une information en ce sens sera faite aux abonnés du SPANC avec le délégataire Eau du Ponant.

A noter que le SAGE de l'Elorn réalise une étude de définition des secteurs à enjeu sanitaire sur la rade de Brest, avec détermination des périmètres des zones conchylicoles. Le classement de certains secteurs en zone à enjeu sanitaire augmenterait le pouvoir coercitif de la Communauté de Communes, ajouter à la possibilité de subventions de la part de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.

Il convient de noter également que les contrôles liés aux ventes qui étaient censés inciter à la mise en conformité des installations sont devenus aujourd'hui un moyen de négociation de la valeur du bien. Une réflexion nationale devrait permettre de retrouver une dynamique dans l'obligation de mise en conformité.

Le résumé non technique joint à la présente délibération fait état des modifications apportées au dossier soumis à enquête publique, pour faire suite :

- aux recommandations formulées par la MRAE et la commission d'enquête,
- aux évolutions de périmètre engendrées par la modification du PLUi afin de mettre en adéquation le périmètre du zonage avec le périmètre du PLUi,
- aux orientations retenues dans la présente délibération,

Ce résumé formule des conclusions suite aux différentes recommandations et observations pour chaque commune concernée et une conclusion générale sur les points d'évolution essentiels objet de la présente délibération.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau Daoulas,

Vu l'avis délibéré de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) N°2019-006871/006915/006916 en date du 9 mai 2019 sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), et des zonages d'assainissement des eaux usées et pluviales de la Communauté de communes,

Vu la délibération du conseil de Communauté n°2019-44 du 6 février 2019 approuvant le zonage des eaux usées et autorisant le Président à lancer l'enquête publique conjointe au PLUi et au zonage d'assainissement des eaux usées,

Vu l'enquête publique unique qui s'est déroulée du 20 août au 30 septembre 2019 sur l'élaboration du PLUi et des zonages d'assainissement des eaux usées et pluviales de la Communauté,

Vu les conclusions et avis de la Commission d'enquête en date du 18 novembre 2019 sur l'élaboration du PLUi et des zonages d'assainissement des eaux usées et pluviales de la Communauté, dont une copie a été mise à disposition du public dans chaque commune et sur le site internet de la Communauté le 12 décembre 2019,

Vu l'avis favorable du Bureau du 12 février 2020,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 17 février 2020,

Considérant que les modifications apportées ne portent pas atteinte à l'économie générale du projet de zonage d'assainissement des eaux usées de la Communauté,

Considérant le projet de zonage intercommunal d'assainissement de la Communauté annexé à la présente délibération.

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 17 février 2020

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 11 février 2020

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve le zonage intercommunal d'assainissement des eaux usées des 22 communes de la Communauté tel qu'annexé à la présente délibération,

Article 2 : Autorise le président à signer tous les actes se rapportant à la mise en œuvre de la présente délibération.

La présente délibération sera transmise au Préfet du Finistère dans le cadre du contrôle de légalité et fera l'objet d'un affichage durant un mois au siège de la Communauté (59 rue de Brest 29800 Landerneau) et dans les 22 mairies du territoire

Le zonage d'assainissement des eaux usées sera tenu à disposition du public au siège de la Communauté (59 rue de Brest 29800 Landerneau) aux jours et heures habituels d'ouverture